

## **SEANCE DU CONSEIL COMMUNAL DU 03 NOVEMBRE 2009**

**Présents** : MM. GALANT J., Bourgmestre, Présidente;  
CAULIER G., HORNY D., EGELS J.P., DESMET-CULQUIN B.; Echevins;  
DURIEUX J., Président du C.P.A.S.

PIGEON M., HALLOT J-P., QUINTIN Y., DUBOIS G, POTTIEZ P., BREUSE E.,  
LEURIDANT G., MULLER L., ROBETTE-DELPUTTE F., VANDERKEL A.,  
MORCRETTE C., DECAMPS P.; Conseillers;

DELHAYE Michel, Secrétaire Communal.

La Présidente excuse les membres suivants : MAUROY-MOULIN- STALPAERT P.,  
SENECAUT M. et DELHAYE- DEBAUQUE I.

-----

### **1. APPROBATION DU PROCES-VERBAL DE LA SEANCE DU 22 SEPTEMBRE 2009 – PARTIE PUBLIQUE**

**LE CONSEIL COMMUNAL,**

Approuve, par 14 voix pour et 4 abstentions, le procès-verbal de la séance du 22 septembre 2009 – partie publique.

-----

### **2. FINANCES – SITUATION DE CAISSE AU 20 OCTOBRE 2009 - INFORMATION**

**LE CONSEIL COMMUNAL,**

Est informé de la situation de caisse au 20 octobre 2009 : 68.193,17 €

-----

### **3. FINANCES – ESCOMPTE DE SUBSIDES – AMELIORATION ET EGOUTTAGE DU CHEMIN DU PRINCE 6IEME TRONCON - APPROBATION**

<b>03. ESCOMPTE DE SUBSIDES PROMIS FERME</b>
--

Vu l'investissement mentionné ci-dessous dont le financement est assuré « partiellement » au moyen des subventions promises ferme par le Service public de Wallonie DGO1 - Routes et Bâtiments – Direction des voiries subsidiées, Boulevard du Nord, 8 à 5000 Namur.

**Objet** : Amélioration et égouttage du chemin du Prince – 6<sup>ème</sup> tronçon.

Considérant qu'en raison d'un retard de liquidation de la subvention promise, il importe de prendre, dès à présent, les mesures nécessaires afin de pourvoir poursuivre le paiement des

créanciers ci-dessous qui seront désintéressés par Dexia Banque, sur ordres du Receveur Communal créés à leur profit :

**Entrepreneurs, fournisseurs, ayant droit :**

S.A WANTY  
N°TVA : 401.212.289  
Route de Charleroi, 159  
7134 EPINOIS

Considérant aussi qu'il convient d'éviter le paiement d'intérêts de retard ;

**LE CONSEIL COMMUNAL,**

**DECIDE : à l'unanimité**

En application de l'article 28 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 juillet 2007 portant le Règlement général de la comptabilité communale, en exécution de l'article L1315-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation.

- a) DECIDE de recourir à l'escompte des subventions promises ferme pour les dépenses prévues dans la présente. La situation de ces subventions s'établit comme suit :

<b>Subsides octroyés par :</b>	<b>N° d'engagement</b>	<b>Montants</b>
Service public de Wallonie DGO1 – Routes et Bâtiments Direction des voiries subsidiées. Boulevard du Nord, 8 5000 Namur	<b>Crédits inscrits à l'article 63.02.01-titre II Programme 14.01 N° engagement 0840926 du 15.02.2008</b>	<b>483.860,00 €</b>
<b>Acomptes déjà encaissés sur les subsides précités</b>	<b>Dates</b>	<b>Montants</b>
NEANT	<b>(B) Total</b>	<b>0,00 €</b>
<b>Montant escomptable des subsides promis ferme :</b>	<b>(A) – (B)</b>	<b>483.860,00 €</b>

- b) SOLLICITE de Dexia Banque, aux fins ci-dessus, par voie d'escompte des susdites subventions, des avances pouvant s'élever à 483.860,00 €.

Le crédit sera ouvert pour une période de trois ans maximum sur un compte courant à ouvrir au nom de la Commune après réception par Dexia Banque de la présente délibération d'escompte.

Le taux d'intérêt est déterminé en fonction des conditions du marché et approuvé par le Comité de Direction de Dexia Banque. Il est fixé le jour de la réception de la présente résolution et est valable pour une période de trois ans à dater du jour de l'accord de Dexia Banque. Le taux applicable sera indiqué dans ladite lettre d'accord.

Les intérêts dus à Dexia Banque sur le solde débiteur du compte d'escompte seront payables trimestriellement et seront portés d'office, à chaque échéance, au débit du compte courant de l'emprunteur.

L'Administration Communale autorise :

- Le pouvoir subsidiant à effectuer le versement direct à Dexia Banque des subsides escomptés ;
- Dexia Banque à affecter au paiement des intérêts dus, l'ensemble des ressources ordinaires communales centralisées en cet organisme et, au remboursement des avances accordées, les subsides perçus au fur et à mesure de leur règlement par les pouvoirs publics dans le cadre des dépenses ci-dessus mentionnées.

Les autorisations ci-dessus valent délégation irrévocable au profit de Dexia Banque.

Dans le cas où les ressources ordinaires sus énoncées seraient insuffisantes pour le règlement des intérêts à l'une des échéances, la commune s'engage à verser à Dexia Banque la somme nécessaire pour parfaire le paiement de sa dette et, en cas de retard, à y ajouter des intérêts de retard calculés au taux du jour depuis l'échéance jusqu'au jour inclus où les fonds parviendront à Dexia Banque.

L'Administration Communale autorise en outre Dexia Banque à virer d'office à son compte courant le montant de tout découvert que présenterait à l'échéance son compte d'escompte de subventions et qui n'aurait pu faire l'objet d'un aménagement.

Avant l'échéance et si l'Administration Communale le souhaite, le Collège Communal pourra par simple lettre demander la prolongation du crédit.

Moyennant l'accord de Dexia Banque, l'échéance pourra alors être reportée d'un an à dater de l'échéance prévue. Le taux applicable pendant cette prolongation sera le taux en vigueur à cette date sur base de la même référence que le taux de l'opération d'escompte. Le nouveau taux sera communiqué à l'emprunteur et restera fixe jusqu'à l'échéance finale.

-----

#### **4. FINANCES – REDEVANCE SUR LES CONCESSIONS ET CELLULES COLUMBARIUM - APPROBATION**

Monsieur MULLER s'interroge sur la légalité d'une distinction entre habitant et non habitant de Jurbise.

La Présidente signale que le projet de redevance a été établi en parfaite conformité avec le CDLD.

## **LE CONSEIL COMMUNAL,**

**Vu** le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment l'article L1122-30 et l'article L1122-31, relatifs aux attributions du conseil communal ;

**Vu** le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment les articles L1133-1 et L1133-2 relatifs à la publication des actes administratifs;

**Vu** le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment les articles L1132-1 à L1132-32 relatifs aux lieux de sépulture ;

**Attendu** que les cimetières de l'entité ont été dimensionnés en fonction de la population résidente sur l'entité, et que pour éviter toute pénurie de place dans les cimetières de l'entité, le Conseil communal vise à limiter les inhumations de personnes hors entité et ce en appliquant un tarif différencié ;

**Vu** les finances communales ;

**Sur** proposition du Collège Communal ;

Après en avoir délibéré,

**Décide :**

**Par 17 voix pour et 1 abstention**

**Article 1<sup>er</sup>** : Il est établi, pour les exercices 2010 à 2012, une redevance pour l'acquisition des concessions et des cellules columbarium dans les cimetières de l'entité.

**Article 2** : La redevance est due par la personne qui introduit la demande de concession ou de cellule columbarium.

**Article 3** : La redevance est fixée à :

- 250 euros pour une concession ;
  - 250 euros pour une simple cellule columbarium ;
  - 250 euros pour une double cellule columbarium ;
- pour les personnes habitant la Commune ou pour les personnes ayant un parent au 1<sup>er</sup> ou 2<sup>ème</sup> degré résident sur l'entité.

**Article 4** : Pour les personnes non visées à l'article 3, la redevance est fixée à :

- 400 euros pour une concession ;
- 400 euros pour une simple cellule columbarium ;
- 400 euros pour une double cellule columbarium ;

**Article 5** : La redevance est payable au comptant au moment de la demande de concession ou de cellule columbarium.

**Article 6 :** A défaut de paiement dans les délais prévus à l'article 5, le recouvrement de la redevance sera poursuivi devant les juridictions civiles compétentes.

-----

**5. FINANCES – PRISE DE PARTICIPATION DANS LE SECTEUR IVA  
(ELECTRICITE) DE L'INTERCOMMUNALE PURE DE FINANCEMENT DU  
HAINAUT - APPROBATION**

**LE CONSEIL COMMUNAL,**

**Vu** la restructuration et le rapprochement opéré entre les intercommunales de développement économique que sont : IGRETEC, IDEA et IDETA, avec l'intercommunale pure de financement du Hainaut I.P.F.H. afin de leur permettre de fédérer intérêts et les revenus des villes et communes associées à leur secteur « développement économique » dans le domaine de l'énergie ;

**Vu** la décision prise le 24 juin 2008 par l'assemblée de l'I.P.F.H. d'ouvrir son capital aux communes du secteur « participations électricité et gaz » de l'intercommunale IDETA ;

**Vu** la décision prise le 17 décembre 2008 par l'assemblée générale d'IDETA d'apporter en nature sa branche d'activité « participations électricité et gaz » à l'intercommunale I.P.F.H. ;

**Vu** l'affiliation de la commune au secteur « Participations » de l'intercommunale IDETA ;

**Considérant** que pour percevoir le dividende de son gestionnaire de réseau de distribution, la commune doit nécessairement être associée à l'intercommunale pure de financement associée au gestionnaire de réseau de distribution ;

**Considérant** les dispositions du Code de la Démocratie locale et de la décentralisation ;

**DECIDE : à l'unanimité**

**D'approuver :**

- la prise de participation de la commune à l'intercommunale I.P.F.H. secteur IV, en ce qui concerne l'activité gaz et/ou électricité, conformément aux dispositions statutaires de celles-ci ;
- les apports rendus nécessaires pour la présente délibération ;
- la libération de la somme de 29,76 € à verser sur le compte DEXIA n° 091-0180964-88 ouvert au nom de l'I.P.F.H. section IV en mentionnant la communication « souscription de 48 parts libérées à 25 % » ;

**De communiquer** la présente décision du Conseil aux autorités de Tutelle et au secrétariat de l'intercommunale I.P.F.H. ;

De charger le Collège Communal de veiller à l'exécution de la présente délibération.

De transmettre copie de la présente délibération à l'intercommunale IGRETEC, gestionnaire de l'intercommunale I.P.F.H. au Gouvernement provincial, au Ministre Régional de tutelle sur les intercommunales.

-----

**6. MODIFICATION BUDGETAIRE N°1 DE L'EXERCICE 2009 DE LA FABRIQUE D'EGLISE SAINT-PIERRE DE MASNUY-SAINT-PIERRE – SERVICE ORDINAIRE – AVIS**

Monsieur EGELS, Echevin des Finances, présente la modification budgétaire n° 1 au budget 2009 de la Fabrique d'Eglise Saint-Pierre à Masnuy-Saint-Pierre, dont la récapitulation est la suivante :

D'après le budget initial : Recettes : 13.117,50 €  
Recettes en plus : 0,00 €  
Recettes en moins : 0,00 €

D'après le budget initial : Dépenses : 13.117,50 €  
Dépenses en plus : 87,00 €  
Dépenses en moins : 87,00 €

Nouveau Résultat : Recettes : 13.117,50 €  
Dépenses : 13.117,50 €

Le supplément communal s'élève à 0,00 euros.

**LE CONSEIL COMMUNAL,**

Emet un avis favorable, par 17 voix pour et 1 abstention, sur la modification budgétaire n° 1 au budget 2009 de la Fabrique d'Eglise Saint-Pierre à Masnuy-Saint-Pierre.

-----

**7. FINANCES – COMPTE DU CENTRE PUBLIC DE L'ACTION SOCIALE DES SERVICES ORDINAIRE ET EXTRAORDINAIRE DE L'EXERCICE 2008 – APPROBATION**

Monsieur EGELS présente le dossier.

Le Compte du CPAS de l'exercice 2008 se clôture aux montants suivants :

	Service ordinaire	Service extraordinaire
1. Droits constatés	3.862.681,78 €	432.810,94 €
Non-valeurs et irrécouvrables	22,92 €	0,00€
Droits constatés nets	3.862.658,86 €	432.810,94 €
Engagements	4.050.643,13 €	293.198,37 €

Résultat budgétaire		
Positif		139.612,57 €
Négatif	-187.984,27€	
2. Engagements	4.050.643,13 €	293.198,37 €
Imputations comptables	4.050.643,13 €	293.198,37 €
Engagements à reporter	0,00 €	5.929,00 €
3. Droits constatés nets	3.862.658,86 €	432.810,94 €
Imputations	4.050.643,13 €	293.198,37 €
Résultat comptable		
Positif		139.612,57 €
Négatif	-187.984,27€	

### LE CONSEIL COMMUNAL,

Emet un avis favorable par 14 voix pour et 4 abstentions sur le Compte Communal de l'exercice 2008 des services ordinaire et extraordinaire.

-----

### **8. FINANCES – MODIFICATION BUDGETAIRE N°2 DES SERVICES ORDINAIRE ET EXTRAORDINAIRE DU BUDGET DU CENTRE PUBLIC DE L’ACTION SOCIALE DE L’EXERCICE 2009**

### LE CONSEIL COMMUNAL,

Arrête, par 14 voix pour et 4 abstentions, la modification budgétaire n°1 du budget du Centre Public de l’Action Sociale des services ordinaire et extraordinaire de l’exercice 2009 aux chiffres suivants :

#### **Service Ordinaire**

##### Des recettes

D’après le budget initial	4.973.343,80
Augmentation de crédit	266.813,20
Diminution de crédit	275.000,00
<b>Nouveau résultat</b>	<b>4.965.157,00</b>

##### Des dépenses

D’après le budget initial	4.973.343,80
Augmentation de crédit	345.755,96
Diminution de crédit	353.942,76
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>4.965.157,00</b>

**Résultat présumé au 31/12/2009                      0,00**

#### **Service extraordinaire**

Des recettes

D'après le budget initial	1.121.113,01
Augmentation de crédit	5.995,42
Diminution de crédit	19.000,44
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>1.108.108,55</b>

Des dépenses

D'après le budget initial	1.121.113,01
Augmentation de crédit	5.995,98
Diminution de crédit	24.996,42
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>1.102.112,57</b>

**Résultat présumé au 31/12/2009                      5.995,98**

La part communale, au service ordinaire, s'élève désormais à 980.000 €, soit un supplément communal de 250.000€.

-----

**9. FINANCES – I.E.H. – GARANTIE D'EMPRUNTS PAR SES ASSOCIES – APPROBATION**

**LE CONSEIL COMMUNAL,**

**Attendu** que l'intercommunale IEH par résolution du 18 décembre 2008, a décidé de contracter auprès du consortium bancaire Dexia Banque – Fortis Banque – ING – CBC, un emprunt de 186.356.000,00 euros remboursable en 20 ans, destiné au financement général de l'Intercommunale (application des directives du régulateur);

Cet emprunt est réparti en 2 lots distincts ;

- Lot 1 : 75.818.000,00 euros
- Lot 2 : 110.538.000,00 euros

**Attendu** que ces emprunts doivent être garantis par plusieurs administrations publiques, à concurrence d'un pourcentage total de 61,53 % pour les 2 lots soit 114.664.847 €;

**Le conseil Communal : à l'unanimité**

**Déclare** se porter caution envers le consortium bancaire Dexia Banque – Fortis Banque – ING – CBC, tant en capital qu'en intérêts, commissions et frais, et proportionnellement à la part de garantie qui lui est dévolue, c'est-à-dire :

- 0,49 % de l'opération totale de l'emprunt de 75.818.000,00 euros
- 0,49% de l'opération totale de l'emprunt de 110.538.000,00 euros

Contractées par l'emprunteur

**Autorise** Dexia Banque à porter au débit du compte courant de la commune, valeur de leur échéance, toutes sommes généralement quelconques dues par l'emprunteur et qui resteraient



impayées par celui-ci à l'expiration d'un délai de 30 jours à dater de l'échéance. Pour information, l'administration garante recevra copie de la correspondance envoyée à l'emprunteur en cas de non-paiement dans les délais.

**S'engage** à supporter les intérêts de retard calculés au taux du jour.

La commune s'engage, jusqu'à l'échéance finale de cet emprunt et de ses propres emprunts auprès de Dexia Banque, à prendre toutes les dispositions utiles afin d'assurer le versement sur son compte ouvert auprès de cette société, de toutes les sommes qui y sont actuellement centralisées soit en vertu de la loi (notamment sa quote-part dans le Fonds des communes et dans tout autre Fonds qui viendrait s'y ajouter ou à le remplacer, le produit des centimes additionnels communaux aux impôts de l'Etat et de la province ainsi que le produit des taxes communales perçues par l'Etat) soit en vertu d'une convention, et ce nonobstant toute modification éventuelle du mode de perception de ces recettes.

**Autorise** irrévocablement Dexia Banque à affecter les recettes susmentionnées au paiement de toutes sommes généralement quelconques dues par l'emprunteur et qui seraient portées au débit du compte courant de la commune.

Attendu d'autre part que l'emprunteur s'est engagé à rembourser immédiatement Dexia Banque le solde de la dette en capital, intérêts et frais, en cas de liquidation, le Conseil Communal confirma les engagements susvisés en ce qui concerne le paiement des sommes qui seraient réclamées de ce chef par Dexia Banque.

En cas d'insuffisance des recettes susmentionnées pour le paiement des charges qui seraient portées en compte à la commune, celle-ci s'engage à faire parvenir directement auprès de Dexia Banque le montant nécessaire pour parfaire le paiement de sa dette et en cas de retard, des intérêts de retard sont dus de plein droit et sans mise en demeure, calculés conformément à l'article 15 § 4 de l'annexe à l'AR du 26 septembre 1996 relatif aux marchés publics, et cela pendant la période de défaut de paiement.

La présente délibération est soumise à la tutelle générale conformément à la loi communale et aux décrets applicables.

-----

## **10. FINANCES – I.G.H. – GARANTIE D'EMPRUNTS PAR SES ASSOCIES – APPROBATION**

### **LE CONSEIL COMMUNAL,**

**Attendu** que l'intercommunale IGH par résolution du 18 décembre 2008, a décidé de contracter auprès du consortium bancaire Dexia Banque – Fortis Banque – ING – CBC, un emprunt de 133.349.000,00 euros remboursable en 20 ans, destiné au financement général de l'Intercommunale (application des directives du régulateur);

Cet emprunt est réparti en 2 lots distincts ;

- Lot 1 : 54.252.000,00 euros
- Lot 2 : 79.097.000,00 euros

**Attendu** que ces emprunts doivent être garantis par plusieurs administrations publiques, à concurrence d'un pourcentage total de 44,54 % pour les 2 lots;

### **Le conseil Communal : à l'unanimité**

**Déclare** se porter caution envers le consortium bancaire Dexia Banque – Fortis Banque – ING – CBC, tant en capital qu'en intérêts, commissions et frais, et proportionnellement à la part de garantie qui lui est dévolue, c'est-à-dire :

- 0,08 % de l'opération totale de l'emprunt de 54.252.000,00 euros
- 0,08 % de l'opération totale de l'emprunt de 79.097.000,00 euros

Contractées par l'emprunteur

**Autorise** Dexia Banque à porter au débit du compte courant de la commune, valeur de leur échéance, toutes sommes généralement quelconques dues par l'emprunteur et qui resteraient impayées par celui-ci à l'expiration d'un délai de 30 jours à dater de l'échéance. Pour information, l'administration garante recevra copie de la correspondance envoyée à l'emprunteur en cas de non-paiement dans les délais.

**S'engage** à supporter les intérêts de retard calculés au taux du jour.

La commune s'engage, jusqu'à l'échéance finale de cet emprunt et de ses propres emprunts auprès de Dexia Banque, à prendre toutes les dispositions utiles afin d'assurer le versement sur son compte ouvert auprès de cette société, de toutes les sommes qui y sont actuellement centralisées soit en vertu de la loi (notamment sa quote-part dans le Fonds des communes et dans tout autre Fonds qui viendrait s'y ajouter ou à le remplacer, le produit des centimes additionnels communaux aux impôts de l'Etat et de la province ainsi que le produit des taxes communales perçues par l'Etat) soit en vertu d'une convention, et ce nonobstant toute modification éventuelle du mode de perception de ces recettes.

**Autorise** irrévocablement Dexia Banque à affecter les recettes susmentionnées au paiement de toutes sommes généralement quelconques dues par l'emprunteur et qui seraient portées au débit du compte courant de la commune.

Attendu d'autre part que l'emprunteur s'est engagé à rembourser immédiatement Dexia Banque le solde de sa dette en capital, intérêts et frais, en cas de liquidation, le Conseil Communal confirma les engagements susvisés en ce qui concerne le paiement des sommes qui seraient réclamées de ce chef par Dexia Banque.

En cas d'insuffisance des recettes susmentionnées pour le paiement des charges qui seraient portées en compte à la commune, celle-ci s'engage à faire parvenir directement auprès de Dexia Banque le montant nécessaire pour parfaire le paiement de sa dette et en cas de retard, des intérêts de retard sont dus de plein droit et sans mise en demeure, calculés conformément à l'article 15 § 4 de l'annexe à l'AR du 26 septembre 1996 relatif aux marchés publics, et cela pendant la période de défaut de paiement.

La présente délibération est soumise à la tutelle générale conformément à la loi communale et aux décrets applicables.

-----

**11. JURIDIQUE – CONCESSION DE CINQ PLACES DE PARKING EN FAVEUR DE LA SOCIETE ANONYME DE DROIT PUBLIC LA POSTE – DESIGNATION DE MADAME LA BOURGMESTRE ET DE MONSIEUR LE SECRETAIRE COMMUNAL POUR LA SIGNATURE DE L'ACTE - APPROBATION**

**LE CONSEIL COMMUNAL,**

**Vu** la demande de La Société anonyme de droit public LA POSTE, sise 1 Boulevard Anspach à 1000 Bruxelles, relative à la concession de cinq emplacements de parking situés face au bureau de La Poste, sis 11-13 rue de la Gare à 7050 Jurbise ;

**Vu** le Code de la démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment son article L 1122-30;

Sur proposition du Collège communal;

**DECIDE : à l'unanimité**

**Article 1er :** De concéder cinq emplacements de parking à La Société anonyme de droit public LA POSTE, sise 1 Boulevard Anspach à 1000 Bruxelles, en faveur de son bureau sis 11-13 rue de la Gare, à 7050 Jurbise.

**Article 2 :** De fixer la durée de la concession à un an, renouvelable tacitement à chaque échéance pour une durée d'un an et prenant cours à la date de la transcription de la concession à la Conservation des Hypothèques.

**Article 3 :** De fixer une redevance annuelle d'un euro en reconnaissance du droit de propriété de la Commune.

**Article 4 :** De désigner le Collège communal, représenté par Madame Jacqueline Galant et Monsieur Michel Delhayé, respectivement Députée-bourgmestre et Secrétaire communal, pour représenter l'autorité communale lors de la signature de l'acte de concession.

**Article 5 :** De transmettre un exemplaire de la présente délibération à Monsieur Florent Botte, Receveur communal, pour information.

-----

**12. JURIDIQUE – REGLEMENT DE LOCATION ET DE MISE A DISPOSITION DES SALLES COMMUNALES – PROPOSITION DE NOUVEAU REGLEMENT – APPROBATION**

Le groupe CDH pose diverses questions techniques auxquelles la Présidente répond directement.

Monsieur MULLER donne lecture d'une note rédigée par lui-même au nom du groupe CDH :

*"C'est évidemment en tant que plus mauvais conseiller communal de l'assemblée que je prends la parole.*

*Chacun sait que le groupe CDH a envoyé à la tutelle des remarques concernant la gestion de la salle "Jacques Galant". Nous avons reçu la réponse du ministre alors en fonction. Ce dernier nous a donné raison. Suite à quoi, vous avez dû élaborer un nouveau règlement.*

*Il est regrettable que notre groupe, connaissant pourtant bien le dossier, n'ait pas été associé à l'élaboration de la nouvelle mouture. D'autant plus, et c'est un comble, que dans sa réponse au ministre le Collège était le premier à dire que le CDH ne s'était jamais assis autour de la table pour parler du règlement et de ses failles éventuelles.*

*Ceci dit, je vous fais part des remarques de notre groupe concernant ce nouveau règlement.*

*Article 12 Dans cet article, il est écrit que, si l'on dépasse les 400 personnes, le preneur veillera à prendre une assurance complémentaire destinée à couvrir le nombre de personnes excédentaires. Or, dès que l'on dépasse la capacité prévue par le service incendie, soit on est en infraction, soit le ou la bourgmestre donne une dérogation.*

*Que couvre réellement ce type d'assurance? Une assurance est-elle au-dessus des lois?*

*Concernant l'article 23, nous laissons la tutelle apprécier."*

La Présidente fait remarquer à Monsieur MULLER, qu'elle autorise sur base des pouvoirs de police qui lui sont conférées par la loi, le dépassement du nombre de personnes pouvant occuper les salles communales sous son entière responsabilité.

## **LE CONSEIL COMMUNAL,**

**Vu** le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du conseil communal ;

**Vu** la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures ;

**Vu** la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration ;

**Vu** la nécessité de procéder à une actualisation du Règlement communal relatif à la location et à la mise à disposition des salles communales ;

**Vu** le projet de Règlement communal relatif à la location et à la mise à disposition des salles communales, présenté ce jour au Conseil communal ;

## **DECIDE : par 16 voix pour et 2 abstentions**

**Article 1er.** - D'approuver le nouveau Règlement communal relatif à la location et à la mise à disposition des salles communales.

**Article 2.** - De soumettre à l'autorité de tutelle le Règlement communal relatif à la location et à la mise à disposition des salles communales, tel qu'approuvé par le Conseil communal.

-----

### **13. JURIDIQUE – REGLEMENT DES CIMETIERES DE LA COMMUNE – APPROBATION**

#### **LE CONSEIL COMMUNAL,**

**Vu** le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du conseil communal, ainsi que les articles L1232-1 à L1232-31 relatif aux funérailles et sépultures ;

**Vu** le Décret du Gouvernement Wallon du 6 mars 2009, modifiant le Chapitre II du Titre III du Livre II de la première partie du Code de la démocratie locale et de la décentralisation relatif aux funérailles et sépultures ;

**Vu** la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures ;

**Vu** la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration ;

**Attendu** qu'il a été jugé opportun par le Collège communal de prévoir un Règlement communal des cimetières organisant la bonne gestion des cimetières de l'entité, et assurant le respect de la réglementation en la vigueur, de l'ordre public et du respect dû aux défunts ;

#### **DECIDE : à l'unanimité**

**Article 1er.** - D'approuver le Règlement communal des cimetières.

**Article 2.** - De soumettre à l'autorité de tutelle le Règlement communal des cimetières, tel qu'approuvé par le Conseil communal.

-----

### **14. PLAN COMMUNAL D'URGENCE ET D'INTERVENTION DE LA COMMUNE – APPROBATION AVANT SOUMISSION A MONSIEUR LE GOUVERNEUR – APPROBATION**

#### **LE CONSEIL COMMUNAL,**

**Vu** le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du conseil communal ;

**Vu** la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures ;

**Vu** la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration ;

**Vu** l'Arrêté Royal du 16 février 2006 relatif aux plans d'urgence et d'intervention

**Vu** la circulaire ministérielle du 26 octobre 2006 de Messieurs Patrick Dewael, Ministre de l'Intérieur, et Rudy Demotte, Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique ;

**Vu** le courrier du 29 janvier 2009 de Monsieur Claude Durieux, Gouverneur de la Province du Hainaut, indiquant la nécessité pour toutes les communes de faire parvenir à ses services leur plans d'urgence et d'intervention respectifs pour la date du 1<sup>er</sup> décembre 2009 ;

**Vu** la première réunion de la Cellule de sécurité de Jurbise, qui s'est tenue ce 21 septembre 2009 en présence des représentants des Disciplines concernées ;

**Attendu** qu'il a été tenu compte des remarques des Disciplines concernées dans la finalisation, à son stade actuel, du Plan Communal d'Urgence et d'Intervention de la Commune de Jurbise ;

**DECIDE : à l'unanimité**

**Article 1er.** - D'approuver le Plan Communal d'Urgence et d'Intervention de la Commune de Jurbise.

**Article 2.** - De faire parvenir à Monsieur Claude Durieux, Gouverneur de la Province du Hainaut, le Plan Communal d'Urgence et d'Intervention tel qu'approuvé par le Conseil communal.

-----

**15. MARCHE PUBLIC – DEGATS D'HIVER – TRAVAUX SUBSIDIES – RATIFICATION DE LA DECISION DU COLLEGE COMMUNAL DU 17/06/2009 QUANT A L'ATTRIBUTION DU MARCHE D'ETUDE DU PROJET – RATIFICATION**

Mademoiselle MORCRETTE demande pourquoi l'urgence a-t-elle été invoquée par le Collège Communal.

La Présidente s'en explique.

**LE CONSEIL COMMUNAL,**

**Vu** le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du conseil communal;

**Vu** la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures;

**Vu** la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration;

**Vu** la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, et ses modifications ultérieures;

**Vu** l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures;

**Vu** l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 3, § 1;

**Vu** le cahier général des charges, annexé à l'arrêté royal du 26 septembre 1996 précité, et ses modifications ultérieures;

**Vu** le courrier du 23 avril 2009 du Ministre Philippe Courard, en charge des Affaires intérieures et de la Fonction publique, faisant état d'une promesse de subsides d'un montant de 100.000 € maximum à condition de respecter la date butoir du 21 septembre 2009 pour l'envoi des documents suivants :

- La délibération du conseil communal qui approuve le projet et choisit le mode de passation de marché, en fixe les conditions, fixe les éléments constitutifs de l'avis de marché s'il échet et sollicite la subvention ;
- Le devis estimatif des travaux ;
- Le cahier spécial des charges ;
- Les plans de situation et d'exécution ;
- Les photos des dégâts.

**Considérant** la nécessité, pour respecter les délais impartis par la Région Wallonne, de procéder dans l'urgence afin de désigner un auteur de projet pour l'étude de projet pour le marché ayant comme objet "Dégâts d'hiver 2008/2009 - Réparations des voiries" ;

**Vu** l'offre unique parvenue de HAINAUT INGÉNIERIE TECHNIQUE à Quaregnon, au montant de 1.503,66 € hors TVA ou 1.819,43 €, 2% TVA comprise ;

**Vu** le rapport d'examen de l'offre du 16 juin 2009 rédigé par le Service Technique;

**Vu** la décision du Collège communal du 17 juin 2009 relative à l'attribution du marché de conception pour le marché ayant comme objet "Dégâts d'hiver 2008/2009 - Réparations des voiries" à HAINAUT INGÉNIERIE TECHNIQUE, rue de Pâturages, 74 à 7390 Quaregnon ;

**Considérant** que des crédits appropriés ont été inscrits en modification budgétaire n° 1 du budget extraordinaire de l'exercice 2009;

**Considérant** que ce crédit est financé par emprunt;

**Décide : à l'unanimité**

**Article Unique.** – La décision du Collège communal d’attribution du marché ayant pour objet “Etude de projet pour les dégâts d'hiver 2008/2009 aux voiries” à HAINAUT INGÉNIERIE TECHNIQUE, rue de Pâturages, 74 à 7390 Quaregnon, au montant de 1.503,66 € hors TVA ou 1.819,43 €, 21% TVA comprise, soit 1,5 % du montant estimatif des travaux, est ratifiée.

-----

**16. MARCHE PUBLIC – MARCHE PUBLIC RELATIF A LA DESIGNATION D’UN PRESTATAIRE POUR LES COURS DE LANGUE DESTINES AUX ENFANTS – MODE DE PASSATION, CONDITIONS ET CAHIER SPECIAL DES CHARGES**  
**- APPROBATION**

**LE CONSEIL COMMUNAL,**

**Vu** le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l’article L1222-3 relatif aux compétences du conseil communal;

**Vu** la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures;

**Vu** la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l’administration;

**Vu** la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 17, § 2, 1<sup>o</sup> a;

**Vu** l’arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 120;

**Vu** l’arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 3, § 2;

**Considérant** que, pour le marché ayant pour objet “Désignation d'un prestataire pour les cours de langue destinés aux enfants ”, le montant estimé s’élève à 6.611,57 € hors TVA ou 8.000,00 €, 21% TVA comprise;

**Considérant** qu’il est donc proposé d’attribuer le marché par procédure négociée sans publicité;

**Considérant** que des crédits budgétaires appropriés seront prévus lors de la confection du budget 2010 aux articles 7610112406 et 7610116101;

**Considérant** que ce crédit sera financé par emprunt ;

**DECIDE : à l’unanimité**



**Article 1er.** - D'approuver le marché public ayant pour objet "Désignation d'un prestataire pour les cours de langue destinés aux enfants ". Le montant est estimé à 6.611,57 € hors TVA ou 8.000,00 €, 21% TVA comprise

**Article 2.** - Le marché précité est attribué par procédure négociée sans publicité.

**Article 3.** - Le marché dont question à l'article 1 sera financé sur base de crédits budgétaires appropriés qui seront prévus lors de la confection du budget 2010 aux articles 7610112406 et 7610116101.

**Article 4.** - Cette décision est portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l'Autorité supérieure.

-----

**17. MARCHE PUBLIC – MARCHE PUBLIC RELATIF AU REMPLACEMENT DES CHASSIS D'UN DES BATIMENTS DE LA SECTION MATERNELLE DE L'ECOLE COMMUNALE D'HERCHIES – MODE DE PASSATION, CONDITIONS ET CAHIER SPECIAL DES CHARGES - APPROBATION**

**LE CONSEIL COMMUNAL,**

**Vu** le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du conseil communal ;

**Vu** la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures ;

**Vu** la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration ;

**Vu** la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, et ses modifications ultérieures ;

**Vu** l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures ;

**Vu** l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 3, § 1 ;

**Vu** le cahier général des charges, annexé à l'arrêté royal du 26 septembre 1996 précité, et ses modifications ultérieures ;

**Vu** le courrier du 14 mai 2009 du Ministre André Antoine, en charge du Logement, des Transports et du Développement territorial, faisant part à Madame la Députée-bourgmestre de la décision du Gouvernement Wallon du 14 mai 2009 de l'attribution d'une subvention d'un montant de 31.230,00 € à la commune de Jurbise ;

**Considérant** que le Service Juridique a établi un cahier des charges N° 2009-52-SG-RP pour le marché ayant pour objet “Remplacement des châssis de la section maternelle de l’Ecole d’Herchies” ;

**Considérant** que, pour le marché ayant pour objet “Remplacement des châssis de la section maternelle de l’Ecole d’Herchies”, le montant estimé s’élève à 28.677,69 € hors TVA ou 34.700,00 €, 21% TVA comprise ;

**Considérant** qu’il est donc proposé d’attribuer le marché par adjudication publique ;

**Considérant** que des crédits appropriés sont inscrits au budget extraordinaire de l’exercice 2009, article 722/72360.2009 (n° de projet 2009-0020) ;

**Considérant** que ce crédit sera financé par fonds propres, un emprunt et subsides ;

**DECIDE : à l’unanimité**

**Article 1er.** - D’approuver le cahier des charges N°. 2009-52-SG-RP et le montant estimé du marché ayant pour objet “Remplacement des châssis de la section maternelle de l’Ecole d’Herchies”, établis par le Service Juridique. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier spécial des charges et au cahier général des charges pour les marchés publics. Le montant est estimé à 28.677,69 € hors TVA ou 34.700,00 €, 21% TVA comprise.

**Article 2.** - Le marché précité est attribué par adjudication publique.

**Article 3.** - Le marché dont question à l’article 1 sera financé au budget extraordinaire de l’exercice 2009, article 722/72360.2009 (n° de projet 2009-0020).

**Article 4.** - Le maximum de subsides sera demandé aux instances subsidiantes (SPW - Direction générale opérationnelle de l’Aménagement du Territoire, du Logement, du Patrimoine et de l’Energie - Département de l’Energie et du Bâtiment durable).

**Article 5.** - Il est autorisé de préfinancer la dépense sur moyens propres.

**Article 6.** - Cette décision est portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l’Autorité supérieure.

-----

## **18. PROPOSITION DE MOTION POUR LE CONSEIL COMMUNAL « POUR UNE AGRICULTURE DURABLE A DIMENSION HUMAINE » - APPROBATION**

**LE CONSEIL COMMUNAL,**

Dans la continuité de la motion adoptée par de nombreuses communes, au moment où l’agriculture locale, régionale mais également européenne traversait une crise profonde, où la situation dans le secteur était certes difficile mais surtout instable, où aucun des secteurs de productions de notre agriculture n’était épargné, force est de constater que rien n’a changé;

Bien plus, le secteur du lait vit des heures tourmentées entre incompréhension et épandages désespérés;

A l'heure où les prix et les marchés évoluent sans cesse, sans logique et sans prévisibilité;

A l'heure où ces dérégulations entraînent chaque jour et partout des difficultés professionnelles et familiales;

A l'heure où finalement des agriculteurs et des agricultrices sont en péril;

Dans la logique et la continuité des actions que le Collège Communal mène et continuera à mener à l'avenir sur le plan local comme par exemple le développement rural où les aides ponctuelles aux agriculteurs ou encore l'organisation de réunions d'informations;

**Par la présente décidons à l'unanimité,**

Nous tenons, d'abord, à marquer et à rappeler notre soutien aux agriculteurs, aux agricultrices ainsi qu'à leur famille et à leurs proches, à encourager la production et la vente de produits du terroir de qualité et à promouvoir une agriculture durable à dimension familiale qui combine rentabilité économique, équilibre social et développement soutenable.

Ensuite, nous formulons l'espoir que dans la crise que traverse aujourd'hui le secteur que la future commission et le ou la future commissaire prendront la véritable mesure des difficultés des agriculteurs européens et de la nécessité de régler les marchés; la priorité étant la défense de nos agriculteurs et consommateurs et non le libre marché.

Enfin, avec la volonté de répondre en échos aux actions menées tant sur le plan européen que régional et mais surtout avec le ferme espoir d'amplifier un mouvement qui apportera une véritable reconnaissance du secteur, nous adhérons aux deux programmes initiés à destination des établissements scolaires, à savoir, premièrement l'action « lait dans les écoles » et l'installation de distributeurs de lait et, deuxièmement le programme européen : « Fruits et légumes à l'école ».

-----

## **19. URBANISME – CONSTRUCTION DE TROIS HABITATIONS AU CHEMIN DU LAMBEAU – SECTION B N°171F A ERBISOEUL**

**LE CONSEIL COMMUNAL,**

**Vu** la demande de permis d'urbanisme introduite le 26 août 2009 par Monsieur et Madame Meunier -Pere et relative à un projet de constructions de 3 habitations mitoyennes sur le terrain sis Chemin du Lambeau à 7050 Jurbise (Erbisoeul), cadastré Section b n°171 f;

**Vu** le projet est situé en zone d'habitat sur 50 mètres de profondeur à front de la route d'Ath et au-delà en zone agricole au plan de secteur;

**Vu** que l'avis favorable conditionnel du service incendie réceptionné en date du 11 septembre 2009;

**Vu** l'avis favorable conditionnel du H.I.T réceptionné en date du 8 septembre 2009 libellé comme suit :

« La propriété se situe à front du sentier vicinal n°211.

Je propose que les alignements soient fixés comme suit :

- Suivant une parallèle, distante de 4,00m de la clôture de la parcelle située en vis-à-vis de la propriété.

L'assiette de la voirie sera cédée gratuitement à la Commune de Jurbise.

Le front de bâtisse est à établir comme indiqué au plan, soit à 4 m minimum en recul sur l'alignement.

Le bien se trouve en zone d'assainissement collectif non opérationnel. Le rejet des eaux usées se fera vers le futur égout en respectant les conditions fixées par le code de l'eau et le règlement communal.

Indépendamment des réseaux d'eau, d'énergie et de communication, les charges que je vous suggère d'imposer au lotisseur pour équiper la voirie sont les suivantes :

- Etablissement d'une fondation de chaussée en empierrement à granularité continue, stabilisé au ciment, sur 0,35m d'épaisseur;
- D'un côté de la voirie, établissement d'un filet d'eau type IIE2, posé sur fondation en béton maigre de 0,20m d'épaisseur minimum ;
- De l'autre côté de la voirie, établissement d'une bordure de contrebutage enterrée de type C1, posée sur fondation en béton maigre de 0,15m d'épaisseur minimum ;
- Etablissement d'un revêtement de chaussée en béton hydrocarboné type BB-4C sur 0,05 m d'épaisseur;
- Etablissement de deux avaloirs en regard des chambres de visite aval et intermédiaire;
- Egouttage à réaliser en tuyaux de béton de 0,30m de diamètre intérieur à placer en axe de chaussée;
- Enrobage des tuyaux en sable-ciment ; remblai en sable en chaussée ;
- Etablissement de 3 chambres de visite comme indiqué au plan. Elles seront réalisées en maçonnerie de briques pleines (une brique d'épaisseur enduite à l'extérieur et cimentée intérieur-extérieur-trapillon 40 tonnes en fonte ou acier moulé) et auront des dimensions intérieures de 0,70 x 0,70m<sup>2</sup>. Elles seront établies sur fondation en béton non armé C 30/37 de 0,20m d'épaisseur minimum ;
- Etablissement de la signalisation au carrefour suivant indications de la Région wallonne (S.P.W.) ;
- Travaux d'appropriation éventuelle du domaine de la Région wallonne (S.P.W.) au raccord des voiries, suivant leurs indications ;
- Travaux à réaliser en respectant le cahier des charges type RW 99-2004. »

L'équipement de voirie et d'égouttage est à établir depuis la chaussée de la route d'Ath jusqu'en fin de parcelle à bâtir. La largeur de la chaussée (revêtement) sera de 3m.

**Vu** l'enquête publique, dont procès-verbal, réalisée du 31/08/2009 au 14/09/2009 pour le motif suivant :

- Articles 128 et 129 du C.W.A.T.U.P.;

**Vu** la décision du Collège communal réuni le 22/09/2009;

**Vu** le Code Wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine;

**Vu** le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation;

**Décide : à l'unanimité**

**Article 1er** : D'émettre un avis favorable sur le projet dont objet :

- en respectant l'avis favorable conditionnel du H.I.T. et du service incendie.

**Article 2** : De transmettre exemplaire de la présente décision au fonctionnaire délégué de la Direction Générale de l'Aménagement du Territoire, du Logement et du Patrimoine de la Région Wallonne, au propriétaire du terrain et à son architecte.

-----

## **20. URBANISME – CONSTRUCTION DE DEUX HABITATIONS AU CHEMIN DU PRINCE – SECTION C N°279G ET 281 I PIE A MASNUY-SAINT-JEAN – APPROBATION**

**LE CONSEIL COMMUNAL,**

**Vu** la demande de permis d'urbanisme introduite le 17 décembre 2008 par Monsieur et Madame Enzabella-Dehon et relative à un projet de constructions de 2 habitations unifamiliales sur le terrain sis Chemin du Prince à 7050 Jurbise (Masnuy-Saint-Jean), cadastré Section C n°279 g et 281 l pie;

**Vu** le projet est situé en zone d'habitat à caractère rural au plan de secteur;

**Vu** que l'avis du H.I.T a été sollicité en date du 30/12/08 et que celui-ci réceptionné en Date du 13/01/09 est favorable conditionnel ;

**Vu** l'avis favorable du Collège communal du 19/01/09 sous réserve du respect de l'avis du H.I.T. ;

**Vu** l'avis défavorable du Fonctionnaire délégué du 11 août 2009 et libellé comme suit :

« Considérant que les demandeurs se sont engagés à réaliser les travaux de voirie exigés par le Service Hainaut Technique dans son rapport du 04/03/2009 et à modifier les plans en conséquence ;

Considérant qu'il ne s'agit pas du même rapport ;

Considérant que l'Administration communale fait référence au nouveau rapport du Service Hainaut Ingénierie technique sur le présent dossier sans joindre celui-ci ;

Considérant qu'à la date du dépôt à l'Administration Communale du présent dossier, en l'occurrence le 17/12/2008, la modification de voirie à réaliser nécessitait enquête publique et avis du Conseil Communal, en application de l'article 128 du C.W.A.T.U.P. ;

Considérant que cette procédure n'a pas été réalisée ;

J'émetts un avis défavorable » ;

**Vu** que sur base de l'article 116§6, les demandeurs ont introduit à la Commune les documents nécessaires à la tenue d'une enquête publique ;

**Vu** que l'enquête publique, dont procès-verbal constatant une lettre de remarque, s'est tenue du 4 au 18 septembre 2009 pour le motif suivant : articles 128 et 129 du C.W.A.T.U.P. ;

**Vu** que l'avis du H.I.T. a été à nouveau sollicité et que celui-ci daté du 14 septembre 2009 propose d'imposer les charges d'équipement proposées dans le rapport du 21/02/2008 ou de considérer cet avis comme défavorable ;

**Vu** que les demandeurs, de bonne foi, se sont engagés par écrit à réaliser les travaux de voirie exigés ;

**Vu** que ces charges leur seront donc imposées dans le permis d'urbanisme ;

**Vu** la décision du Collège communal réuni le 22/09/2009;

**Vu** le Code Wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine;

**Vu** le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation;

**Décide : à l'unanimité**

**Article 1er** : D'émettre un avis favorable sur le projet dont objet :

- en respectant l'avis favorable conditionnel du H.I.T. du 21/02/2008.

**Article 2** : De transmettre exemplaire de la présente décision au fonctionnaire délégué de la Direction Générale de l'Aménagement du Territoire, du Logement et du Patrimoine de la Région Wallonne, au propriétaire du terrain et à son architecte.

-----

## **21. QUESTIONS ORALES**

Mademoiselle MORCRETTE demande à l'Echevin de l'Instruction, les chiffres de la rentrée scolaire 2009.

Celui-ci s'engage à en faire rapport au prochain Conseil Communal.

Monsieur BREUSE soulève la problématique de la circulation routière dans les voiries soumises aux signaux F99C et F101C, manque de compréhension de cette signalisation par les automobilistes.

-----  
**HUIS CLOS**  
-----

**PAR LE CONSEIL,**

Le Secrétaire,

La Présidente,